

ASSEMBLÉE NATIONALE

18 février 2021

ASSEMBLÉE NATIONALE EN PÉRIODE DE CRISE - (N° 3893)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 86

présenté par
Mme Ménard

ARTICLE ADDITIONNEL**AVANT L'ARTICLE UNIQUE, insérer l'article suivant:**

L'article 49 du Règlement de l'Assemblée nationale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'un état d'urgence est déclaré, la Conférence des présidents ne peut fixer la durée maximale de l'examen de l'ensemble d'un texte, prévue à l'alinéa 6 du présent article. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

En cas d'état d'urgence, le Gouvernement dirige la politique de la Nation de façon très autonome par rapport au Parlement : gouvernement par décret, par ordonnance ou par arrêté. Cette façon de gouverner évince en grande partie le Parlement. Il paraît donc primordial dans cette situation de ne pas affaiblir davantage le débat démocratique. C'est la raison pour laquelle il est indispensable de suspendre les Temps législatifs programmés qui nuisent aux débats.